

Jézabel Couppey-Soubeyran : « Le climat fait-il ou non partie du mandat de la BCE ? »

L'économiste s'interroge, dans sa chronique au « Monde », sur l'ampleur de la « conversion » des banquiers centraux à la transition écologique.

Publié le 05 décembre 2020 à 05h00 - Mis à jour le 05 décembre 2020 à 07h03 | Lecture 4 min.

CHRONIQUE
Jézabel Couppey-Soubeyran
Economiste

Article réservé aux abonnés

Chronique. A l'heure où le mandat de la Banque centrale européenne (BCE) est si souvent convoqué pour disqualifier d'emblée toute proposition qui s'en écarterait (par exemple l'annulation des dettes publiques qu'elle détient ou la monétisation des déficits publics), il est intéressant d'examiner ce qu'il en est de la transition écologique. Le climat fait-il ou non partie du mandat de la BCE ?

Le discours des grands banquiers centraux de la planète sur le sujet est en train de changer. Concernant les Européens, il reste encore un peu sibyllin, parfois timide, de temps à autre contradictoire. Les déclarations de sa présidente, Christine Lagarde, qui dit envisager d'utiliser le risque climatique pour orienter les achats d'obligations, ou d'Isabel Schnabel, membre de son directoire, pour qui, « en tant que grand investisseur, nous avons l'obligation de refléter de manière appropriée les risques climatiques dans notre bilan », contrastent avec celles de Jens Weidmann, membre du Conseil des gouverneurs : « *Lorsqu'il s'agit de sauver la planète, les banques centrales n'ont pas de baguette magique* », affirmait-il, le 19 novembre, dans une tribune au *Financial Times*.

Mais à quelques mois des résultats de sa révision stratégique, il semble bien que la BCE soit prête à mieux intégrer les enjeux climatiques dans son action. Certains économistes, comme David Thesmar et Augustin Landier, y voient, dans *Les Echos* du 19 novembre, une « inquiétante dérive doctrinale (...), formulée sans rigueur intellectuelle et [mettant] donc en danger la mission de l'institution ». Le mandat de la BCE leur donne tort.

Green Deal et loi climat

L'article 127 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (UE) stipule en effet que le système européen de banques centrales, « sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Union ». Or, quel est l'objectif de l'Union en matière écologique ?

Tous les Etats membres, à l'exception de la Pologne, ont entériné, lors du Conseil européen du 12 et 13 décembre 2019, l'objectif de parvenir d'ici à 2050 à la « neutralité climatique » (pas plus de gaz à effet de serre que ce que les sols et les forêts peuvent en absorber) conformément aux objectifs de l'accord de Paris de 2015. La Commission européenne a repris cet objectif dans le cadre du « pacte vert » et de la loi climat européenne en cours d'examen qui revoit aussi à la hausse les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 de 40 % à 55 %, voire à 60 %, si le Conseil finit par suivre la proposition du Parlement européen.

Lire aussi | La prochaine PAC ne permettrait pas en l'état d'atteindre les objectifs du Green Deal

Cela signifie que l'objectif de soutenabilité environnementale existe déjà implicitement dans le cadre institutionnel actuel de la BCE. Mais, au-delà des discours d'ouverture, la BCE apporte-t-elle effectivement son « soutien » à l'objectif de neutralité climatique de l'Union en vertu de l'article 127 de son mandat ? A vrai dire, pas encore.

Verdir son action

Pire, en restant attachée à son principe de « neutralité monétaire », la BCE porte actuellement préjudice à cet objectif. Ce principe, qui voudrait qu'une action monétaire ne « déforme » pas les structures existantes de l'économie et des marchés supposément efficaces, conduit fatalement la banque centrale à reproduire des structures carbonées, pas du tout en ligne avec l'objectif de neutralité climatique fixé par l'Union.

Ainsi, quand la BCE effectue ses achats d'actifs publics et privés sur les marchés obligataires en restant totalement aveugle à leur empreinte carbone, ses achats bénéficient fatalement plus à des entreprises fortement émettrices de gaz à effet de serre, ou du secteur des énergies fossiles, qu'à celles qui le sont moins.

Lire aussi | La Banque centrale européenne appelée à « verdir » son action

La BCE n'aura donc pas d'autre choix que d'abandonner ce principe de neutralité. Elle se tirerait même une balle dans le pied en ne le faisant pas, car si une crise climatique survient, l'instabilité monétaire, économique et financière qui en résulterait serait potentiellement irrémédiable. La BCE doit verdir son action, c'est ne pas le faire qui enfreindrait les termes de son mandat !

Agir par précaution

Force est toutefois de constater que l'objectif implicite de soutenabilité environnementale n'a pour le moment pas suffi à voir la BCE s'engager dans une démarche active de réduction du risque de crise climatique. Un objectif explicite permettrait une action plus résolue. A quand un « *Whatever it takes* » – pour reprendre le « *quoi qu'il en coûte* » de Mario Draghi en juillet 2012, face à la crise de la dette – face à la crise climatique ?

C'est ce que proposent deux études de l'Institut Veblen (Hugues Chenet, Jézabel Couppey-Soubeyran et Wojtek Kalinowski), publiées le 2 décembre. Plutôt que de repousser l'action à l'obtention de mesures de risque toujours plus fines – comme si la mesure du problème climatique restait à prendre –, ne vaut-il pas mieux agir par précaution, en acceptant l'approximation de stratégies adaptatives et une gestion plus qualitative du risque, en renonçant à l'exhaustivité ?

Lire aussi | Pour une banque centrale, ne pas incorporer les risques climatiques dans sa gestion des risques financiers serait très inquiétant

Dans cette perspective, les options ne manquent pas pour « verdir » la politique monétaire. Le nuancier va du « vert clair » à cadre institutionnel inchangé pour avancer dès aujourd'hui, mais à petits pas (prise en compte de l'empreinte carbone dans les conditions de refinancement des banques et dans les titres acceptés ou achetés par la BCE), au « vert vif » qui ferait avancer à pas plus grands en faisant reposer la part publique du financement de la transition sur la banque centrale – mais pas avant longtemps, car cela exigerait de grands changements institutionnels –, en passant par le « vert intermédiaire » d'un programme d'achats publics verts. Quelle que soit la nuance, il est temps de passer des discours aux pincesaux.

Jézabel Couppey-Soubeyran est maîtresse de conférences à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne et conseillère scientifique à l'Institut Veblen.

2021, une percée pour le climat : une sélection de tribunes
Avec l'élection de Joe Biden, l'action climatique mondiale va connaître un nouveau souffle. Chine, Europe, Etats-Unis, Japon, partagent un objectif commun, à condition de coopérer.

- Simone Tagliapietra (spécialiste des politiques énergétiques et climatiques) : « Les Etats-Unis nourraient s'enraciner avec l'IF dans l' »

Voir plus

Jézabel Couppey-Soubeyran (Economiste)

Contribuer Favoris Partage

Contenus sponsorisés par **Outbrain**

MACIF L'ESSENTIEL
Grain de beauté : quand faut-il s'inquiéter ?

HUAWEI
HUAWEI Freebuds Pro : Le son uniquement pour un moment d'exception !

Dans la même rubrique

Tempête Bella : neuf départements en vigilance orange, près de 18 000 foyers privés d'électricité
Des rafales de vent et de fortes vagues sont attendues lundi dans le Sud-Ouest, en Corse et dans le Var.

Tempête Bella : 34 000 foyers privés d'électricité dans l'est et le centre de la France
L'Auvergne-Rhône-Alpes et l'Alsace Franche-Comté sont particulièrement touchées. En revanche, la situation revient à la normale en Bretagne, en Normandie, dans le Nord et Pas-de-Calais.

A Saint-Brieuc, les pêcheurs réclament l'abandon d'un projet de champ éolien
A l'approche du début des travaux, les professionnels redoutent toujours l'impact du parc sur les ressources halieutiques, et notamment sur les coquilles Saint-Jacques.

En Norvège, la Cour suprême valide l'exploitation pétrolière dans l'Arctique
L'attribution de ces licences d'exploitation pétrolière va à l'encontre de la Constitution et de l'accord de Paris sur le climat, estiment les ONG.

« Paroles de lecteurs » - Climat : la convention citoyenne au défilé de la climatisation
La convention citoyenne pour le climat « n'a fait que reprendre des idées qui circulent dans la société, idées simplistes alors que la complexité exige précisément de ne pas s'appuyer sur ces idées-là, estime Bernard Egat. Aurait-on l'idée de rassembler une convention citoyenne pour régler des problèmes monétaires ou mettre au point un vaccin ? Non, et pourtant la question climatique est bien plus complexe. »

« Inscrive la préservation de la biodiversité dans la Constitution est discuté »
Alors qu'Emmanuel Macron s'est engagé à organiser un référendum pour intégrer la protection de l'environnement à l'article premier de la Constitution, le professeur de géographie Laurent Simon estime, dans une tribune au « Monde », la mesure irréaliste voire dangereuse.

« Le code informatique, par son modus operandi, écrit la loi dans le marbre mais ce sont les citoyens qui en manient les burins »
L'informaticien Hughes Bersini fait le parallèle, dans une tribune au « Monde », entre la convention citoyenne pour le climat, frustrée de ses résultats, et la plate-forme GitHub d'écriture collaborative des développeurs de nombreux logiciels libres

« Paroles de lecteurs » : changement climatique et pluralité des opinions
« A quoi sert de mettre en avant, dans un journal de référence, des points de vue qui nient tout ce que la science nous apprend ? », interroge Anne-Sophie Anglaret au sujet d'une tribune sur les réductions d'émissions de gaz à effet de serre parue dans « Le Monde ».

5G : une empreinte carbone pas neutre, alerte le Haut Conseil pour le climat
Le déploiement de la 5G risque d'augmenter « significativement » les émissions de gaz à effet de serre du numérique et la consommation d'électricité en France, selon l'autorité indépendante.

Projet de repeuplement des forêts en France : « Il ne faut surtout pas de plantation monospécifique »
Le spécialiste d'écologie fonctionnelle Thierry Gauquelin décrypte le projet du gouvernement de planter 50 millions d'arbres pour parer au changement climatique.

La Réunion vise une production d'électricité « 100 % renouvelable » en 2023
Pour répondre aux besoins en électricité de ses 860 000 habitants, l'île veut remplacer le fioul et le charbon de ses centrales par de la biomasse, et développer l'hydraulique, l'éolien et le solaire.

Des villages des Fidji rasés au passage du supercyclone Yasa
La tempête a provoqué des inondations, des déplacements de terrain et des coupures de courant avant de quitter l'archipel vendredi.

La Suède se lance dans la production d'acier décarboné
Trois grands fleurons de l'industrie nationale se sont associés pour convertir le secteur sidérurgique et produire de l'acier zéro carbone grâce à de l'électricité verte et de l'hydrogène.

Le PNUD intègre la question climatique et écologique dans son indice de développement humain
Le Programme des Nations unies pour le développement a présenté mardi 15 décembre son nouvel indice de développement humain, ajoutant des critères établis d'après les émissions de CO2 et l'empreinte que font peser les pays sur les ressources.

Ajouter la défense du climat dans la Constitution, le pari risqué d'Emmanuel Macron
La promesse du chef de l'Etat de modifier par référendum l'article premier de la Constitution pourrait se heurter, notamment, à l'opposition du Sénat et passer pour de l'opportunisme.

La portée réelle d'un éventuel référendum sur l'environnement débattue
La promesse d'Emmanuel Macron, devant la convention citoyenne pour le climat, d'inscrire la défense de l'environnement dans la Constitution ne sera pas simple à tenir, la proposition devant d'abord être votée par l'Assemblée et le Sénat. Son impact est par ailleurs discuté.

Services

CODESPROMOS avec Global Savings Group

- AllExpress : 5€ offerts dès 10€ d'achats
- Red SFR : 15€ de remise sur votre panier
- Nike : jusqu'à -50% sur les articles en promotion
- Boohoo : -50% sur plusieurs catégories
- Europcar : -15% sur votre location de voiture
- Yves Rocher : 50% offerts dès 500€ d'articles
- Made.com : 50€ offerts dès 500€ d'achats

Tous les codes promos

FORMATION ANGLAIS avec Gymglish
FORMATION ANGLAIS
1 MOIS OFFERT

FORMATION PROFESSIONNELLE avec Topformation.fr
COMPAREZ DES MILLIERS DE FORMATIONS en France
Recherchez

RUBRIQUES Actualités en direct International Politique Société Économie Les Décodex Résultats élections municipales 2020 Sport Planète Sciences M Campus Le Monde Afrique Pixels Médias Décodex Vidéos Big browser Disparitions Éducation Argent et placements Emploi Archives

OPINIONS Editoriaux Chroniques Analyses Tribunes Vie des idées MLE MAG Cinéma L'époque Le style Gastronomie Voyages Mode Les recettes du Monde CULTURE Cinéma Télévision Monde des livres Musique Arts BD

SERVICES Méorable : cultivez votre mémoire Les meilleurs aspirateurs robots Codes Promo Codes Promo Groupon Formation commercial Cours d'orthographe Cours d'anglais Cours d'orthographe Conjugaison Découvrir le jardinage Citations philosophie Sorties d'albums Jeux Jeux Annonces immobilières Prix de l'immobilier SITES DU GROUPE Courrier International La société des lecteurs du Monde La Vie Le HuffPost L'Obs Le Monde diplomatique Télérama Talents Source Sûre Le Club de l'économie M Publicité

NEWSLETTERS DU MONDE Recevoir les newsletters du Monde APPLICATIONS MOBILES Sur iPhone | Sur Android

ABONNEMENT S'abonner Se connecter Consulter le Journal du jour

Événements abonnés Le Monde Festival La boutique du Monde

- Mentions légales
- Charte du Groupe
- Politique de confidentialité
- Gestion des cookies
- Conditions générales
- Aide (FAQ)